

4 septembre 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, à TV5 et RFI le 4 septembre 1999, sur les relations franco-québécoises, la proposition française de création d'un observatoire des libertés et des démocraties, la défense de l'exception culturelle, le refus des OGM et l'application du principe de précaution dans les négociations commerciales sur les produits agricoles, l'accord israélo-palestinien de Charm-el-Cheikh, la situation en Afrique centrale.

QUESTION - M. le Président de la République, merci de nous accorder cet entretien. Vous parlez aujourd'hui à des médias francophones, TV5, Radio France Internationale, et vous vous exprimez également sur une centaine de télévisions de par le monde par le biais de Canal France International.

Alors, le Sommet de la Francophonie, deux ans après Hanoi, celui de Moncton. On disait et on dit que c'est celui d'une Francophonie politique. Est-ce que réellement cette famille d'une cinquantaine de pays est d'accord sur un seul et même message politique ? Est-ce qu'il y a une vision, une éthique d'une francophonie politique ?

LE PRESIDENT - Cinquante pays ne peuvent pas être d'accord sur tout et si tel était le cas c'est qu'il n'y aurait pas de démocratie. Mais nous avons cinquante pays qui progressent sur la même voie et qui, petit à petit, rapprochent leurs points de vue sur beaucoup de choses, c'est-à-dire une certaine idée de l'homme dans le monde, qui doit être au sein d'un processus de mondialisation qui peut apporter le meilleur comme le pire, et deuxièmement, une certaine idée de la démocratie, des droits de l'Homme, de ce qu'on appelle la bonne gouvernance. Autrement dit, il y a une voie qui est empruntée par tous. Alors, il y a ceux qui marchent plus ou moins vite, naturellement, mais c'est un objectif qui est commun.

QUESTION - Vous avez annoncé hier la création d'un Observatoire de la démocratie, quelles vont être les missions exactes de ce nouvel organisme ?

LE PRESIDENT - Il ne vous échappe pas qu'il y a en réalité parmi nous, comme parmi toutes les grandes organisations internationales, qu'il s'agisse des organisations régionales comme la Francophonie ou le Commonwealth, ou de l'organisation suprême comme l'ONU, des pays qui sont à des stades différents et certains qui sont très en retard en matière de respect des valeurs démocratiques, en matière de respect des droits de l'Homme. Par conséquent nous devons tout faire pour que les retardataires rattrapent ceux qui sont devant. Pour cela, il faut avoir quelques arguments, notamment à l'égard de ceux que l'on veut pousser, et pour avoir des arguments il faut connaître des faits. J'ai donc proposé, et cela a été admis, que l'on crée un Observatoire des

droits de l'Homme, de façon à ce qu'au sein de la Francophonie, nous puissions très librement parler de ces sujets, et en quelque sorte les évaluer.

QUESTION - Un instrument à vocation pédagogique, selon vous ?

LE PRESIDENT - Non, un instrument qui est d'abord un instrument pour la connaissance, pour que chacun se rende compte exactement de l'endroit où il se trouve par rapport aux valeurs universelles, que nous voulons tous reconnaître, et, à partir de là, un instrument qui nous permettra, de corriger les choses et de mettre ceux qui sont, si j'ose dire, en retard devant leurs responsabilités.

QUESTION - M. le Président, certains ont proposé, notamment le Canada, que pour ceux qui seraient très en retard et surtout ne feraient pas de progrès, il y aurait une expulsion ou au moins une mise à l'écart temporaire ?

LE PRESIDENT - Une suspension. C'est en réalité ce qu'ont dit nos amis canadiens et Québécois, d'ailleurs. Sur le principe, nous estimons tous que l'Etat de droit international doit être élaboré par l'ensemble de la Communauté Internationale, c'est-à-dire celle qui est incarnée par l'ONU, et que d'éventuelles " sanctions ", entre guillemets, ne peuvent être prises que par le Conseil de Sécurité. Il n'en reste pas moins que les organisations régionales peuvent également apporter leur contribution à cette évolution en disant à leurs membres : nous sommes dans un club, dans un club il y a des règles, ces règles doivent être respectées. Bien entendu, il ne s'agit pas d'aligner tout le monde autoritairement, nous allons vous aider. Mais si vraiment vous ne voulez pas accepter les règles, à ce moment-là, nous ne pouvons pas vous garder comme membre du club. C'est cela l'idée, ce n'est pas une idée d'affrontement, ce n'est pas une idée d'agressivité, c'est un encouragement à faire ce qui doit être fait.

QUESTION - Sur cette question des droits de l'Homme, de la Francophonie politique et sur biens d'autres, on a l'impression qu'on a affaire à une Francophonie à deux vitesses, une Francophonie du nord, une Francophonie du sud. Vous sentez ce clivage ?

LE PRESIDENT - Non, je ne dirais pas cela. Il y a, aussi bien au nord qu'au sud, des pays qui ont exactement la même conception de la Francophonie. Si vous prenez un grand pays francophone du nord, si vous prenez un grand pays africain, je pense au Sénégal, mais je pourrais en citer biens d'autres, je parle du Sénégal parce que je viens de parler avec son Président, vous verrez qu'il n'y a pas de différence d'appréciation dans la Francophonie.

Mais il fut un temps notamment lorsque nous avons fait notre grande réforme à Hanoi, où certains pays du sud se sont interrogés sur l'élargissement de la sphère francophone. Ils se sont interrogés en disant : mais on est train d'ouvrir nos rangs à des pays qui, premièrement, ne sont pas vraiment francophones, c'est-à-dire où le Français est quand : après tout, les moyens dont nous disposons vont ainsi s'éparpiller davantage et donc à notre détriment. Mais, très rapidement, tous ces pays ont compris que la Francophonie ce n'était pas un combat d'arrière garde, que ce n'était pas la défense d'une langue qui serait menacée, que la Francophonie était porteuse d'un certain nombre de valeurs, que c'était un combat offensif, un combat moderne. Et qu'il s'agissait, au-delà de la langue, de préserver quelque chose d'essentiel, c'est la diversité culturelle du monde, d'éviter une uniformisation culturelle qui ne pourrait se traduire que par un recul culturel de l'humanité. Et cela, je crois que tout le monde l'a bien compris.

QUESTION - Oui, c'est d'ailleurs l'un des messages que vous avez formulés, c'est l'un des messages que l'on a retrouvés : les biens culturels ne sont pas des biens comme les autres. Alors il y a une échéance importante dans quelques semaines, pensez-vous pouvoir vous faire entendre, c'est-à-dire au reste de la planète, sur ces biens culturels, sur cette spécificité culturelle ?

LE PRESIDENT - Vous aurez remarqué qu'à la dernière réunion de l'OMC, notamment à Marrakech, nous avons livré ce combat, nous les Français, mais accompagnés de la plupart des pays francophones et notamment de nos amis du Canada et du Québec. Nous avons livré ce combat au nom de ce qu'on appelait alors l'exception culturelle, et ce qu'on appelle aujourd'hui la diversité culturelle, mais tout cela c'est la même notion. Et nous l'avons gagné contre ceux qui voulaient imposer aux biens culturels les mêmes règles commerciales, financières qu'aux biens

economiques, aux services.

Nous avons gagné, et ceci va revenir à la réunion qui se tiendra le 29 Novembre à Seattle, c'est vrai. Mais nous sommes dans la même disposition d'esprit, c'est-à-dire que nous n'accepterons pas, nous Français, mais nous francophones en général, que l'on traite de la même façon des biens culturels qui ont une valeur propre, une valeur de civilisation, une valeur de culture, une valeur d'intelligence, et d'autres biens qui sont nécessaires à la vie matérielle mais qui ne sont pas de même nature. Et nous voulons, par ce biais, défendre et promouvoir la création dans notre langue, nos créateurs, de façon à ce qu'ils puissent être vus, lus, entendus, notamment grâce à la diffusion des moyens modernes, des technologies modernes de communication dans le monde entier, et donc assurer la promotion de notre culture, de notre vision du monde, au même titre que d'autres le font.

QUESTION - Et vous pensez que les francophones sont également unanimes sur l'autre grand débat ? Vous êtes en Amérique du Nord, l'autre grand débat. C'est celui de la sécurité alimentaire, des OGM ?

LE PRESIDENT - La mondialisation que l'on appelle ici je crois la globalisation comporte des avantages considérables et des dangers importants. Vouloir donner à tous les mêmes droits, c'est très bien. A condition naturellement qu'il n'y en ait pas qui supportent des handicaps. Alors nous avons aujourd'hui, en tous les cas, dans le domaine de la sécurité alimentaire, un vrai débat. Certains, à Seattle, à l'OMC vont, par exemple, défendre la possibilité de vendre librement sur le marché des produits alimentaires pour le bétail ou pour les hommes, génétiquement modifiés ou ayant subi des traitements par des hormones. Et notre conviction, c'est que nous n'avons pas l'assurance que ceci est conforme aux exigences de la santé des hommes, et qu'on ne peut pas jouer avec cela. C'est impossible. C'est la raison pour laquelle, au dernier G8, j'avais proposé la création d'une instance internationale à l'ONU, du plus haut niveau scientifique, transparente, indiscutée et qui dirait : voilà où nous en sommes sur la génétique, sur les hormones. Une instance qui serait en mesure d'appliquer ce qu'on appelle, et ce que l'Organisation Mondiale de la Santé a demandé qu'on applique, c'est-à-dire le principe de précaution. Ou bien on est sûr que tout va bien et les savants compétents le disent, pas de problème, ou bien on n'est pas sûr, ce qui est le cas pour les OGM et pour la viande aux hormones, et, à ce moment-là, on accepte que les pays se protègent contre d'éventuelles importations de cette nature, jusqu'à ce que l'autorité scientifique ait donné le feu vert et ait dit que le principe de précaution était appliqué.

Donc, à Seattle, l'Union européenne dans son ensemble, mais j'ai vu que les pays francophones partageaient largement ce point de vue, s'opposent à ce que l'on prenne des risques avec la santé. De la même façon, s'agissant des risques, ce n'est pas seulement la santé, c'est aussi l'environnement. Nous savons aujourd'hui très bien que les OGM risquent de détruire certains éléments de l'environnement. Vous savez, on a parlé de ce fameux papillon, là aussi nous devons prendre toutes nos précautions.

Enfin, de la même façon, à Seattle, on devra faire attention à ce qu'au titre de cette liberté de tout faire, de laissez-aller, nous n'ayons pas des pays qui maintiennent des conditions de production qui sont humainement inacceptables. C'est ce qu'on appelle les normes sociales.

Qu'on ne fasse pas travailler dans des conditions tout à fait condamnables des enfants. Donc il y a là un certain nombre de barrières, de lignes rouges qui ne doivent pas être franchies.

Autrement dit, la mondialisation, c'est le développement du commerce, donc de la richesse, et c'est porteur de bien être, à condition, -c'est comme les routes, quand elles sont bonnes-, que l'on sache accepter les règles qui permettent d'accepter la sécurité. Nous serons très fermes sur ce point, à Seattle, nous Français.\

QUESTION - M. le Président, au moment où nous parlons, un autre accord, d'actualité, est en train de se signer pour la paix au Proche-Orient. J'imagine que, naturellement, vous avez suivi cela avec beaucoup d'attention, et sans doute d'espoir. Est-ce que vous pourriez nous dire ce que vous attendez de cette journée, qui sera peut-être une journée étape de ce processus de paix ?

LE PRESIDENT - Oui, Je dirais même plus qu'étape peut-être, journée décisive, parce qu'exprimant un nouvel état d'esprit. Naturellement, je suis ces négociations depuis longtemps, et la signature qui va avoir lieu ce soir en Egypte, à Charm el-Cheikh, apporte la démonstration

que lorsqu'il y a des hommes de bonne volonté, des hommes qui veulent la paix, eh bien la paix est possible, quel que soit le passé. Et cela, c'est une très grande satisfaction.

Alors, naturellement, la France exprime, à ce titre, s'il n'y a pas d'incidents de dernière minute, sa joie pour la signature elle-même, mais surtout pour le nouvel esprit qui semble être accepté par les parties en conflit au Moyen-Orient. Et je me réjouis de voir que des hommes qui ont à la fois une vision et une volonté, comme le Président Arafat et le Premier ministre Ehud Barak, peuvent faire avancer les choses dans la bonne voie, dans la voie de la raison, de la paix, dans la voie de la dignité des hommes. Et je me réjouis de rencontrer prochainement les responsables, que je vois régulièrement, et notamment je me réjouis de recevoir très bientôt en ami le Premier ministre d'Israël M. Ehud Barak.

QUESTION - Hier dans votre discours à l'ouverture du Sommet, vous avez qualifié la situation dans la région des grands lacs d'absurde et d'incompréhensible. Un accord de paix a été signé récemment. Est-ce que vous pensez que cette fois la communauté internationale va massivement accompagner cet accord de paix ?

LE PRESIDENT - D'abord, cette situation est une situation, il faut bien le dire inacceptable et incompréhensible. C'est un conflit d'un autre temps pour, en réalité, se disputer des territoires et ce n'est pas acceptable, ni au titre de la démocratie, ni au titre du respect de l'homme. Je pense à tous les massacres qui ont eu lieu, ni au titre, tout simplement, du bon sens.

Alors il y a eu effectivement un accord de paix. J'espère que la communauté internationale sera déterminée à le faire respecter et le cas échéant que l'ONU prendra des dispositions, notamment sur le terrain, pour faire respecter cet accord de paix.

Mais ce qui est nécessaire aujourd'hui, et avant tout, c'est le retrait de toutes les forces étrangères quelle qu'elles soient des territoires où elles n'ont rien à faire.

QUESTION - On peut imaginer des soldats français sous casque bleu déployés quelque part en République Démocratique du Congo ?

LE PRESIDENT - Ne préjugeons pas les choses. Comme je vous l'ai dit, nous l'avons fait au Kosovo, vous savez combien la France a été attentive au Kosovo à ce que les décisions prises ne soient pas celles de telle ou telle organisation régionale ou de tel ou tel pays, mais en soit une décision de l'ONU, du Conseil de Sécurité de l'ONU. Eh bien, là encore, nous appuierons le Conseil de Sécurité de l'ONU. Au Conseil de Sécurité de l'ONU, nous serons ouverts à toute solution permettant d'installer la paix et de la faire respecter.

QUESTION - Monsieur le Président, nous n'oublions pas que nous sommes en terre américaine, et il y a un exercice sans doute toujours difficile ou très attendu pour un Président de la République Française qui visite ses amis québécois puis les Canadiens et maintenant les Acadiens. Alors, on guette précisément telle ou telle formule. On ne sortira pas pour la France de la fameuse formule " pas d'indifférence, pas d'ingérence " à propos du projet politique de certains francophones souverainistes ?

LE PRESIDENT - Vous savez, la France, dans ce débat, je dirais un peu ésotérique, difficile à comprendre, a une position qu'elle essaie de maintenir simple. Effectivement, nous n'avons pas l'intention de faire d'ingérence dans les affaires intérieures du Canada et nous ne pouvons pas, parce que c'est notre cœur qui parle, être indifférent à l'égard de ce qui se passe au Québec. Alors, la formule est maintenant tout de même un peu usée, même si elle est toujours d'actualité, si nous n'avons pas changé. Je dirais, si vous le voulez bien, que, d'une part, nous souhaitons que le dialogue permette à chacun, je dirais, de trouver sa place compte tenu des élans de son cœur, ici au Canada, et notamment entre le Québec et le Canada, entre Québec et Ottawa, et aussi nos amis acadiens et d'autres communautés francophones qui existent au Canada. Deuxièmement, notre relation particulière avec le Québec fait, pour dire les choses aussi simplement et de manière aussi peu polémique que possible, quelle que soit la voie qu'empruntera le Québec, et ça c'est son affaire, c'est l'affaire du Canada, ce n'est pas notre affaire, quelle que soit la voie qu'il empruntera la France sera à ses côtés, voilà.

LE PRESIDENT - Non, je vais les écouter parce qu'ils ont des choses à dire. Et l'expérience prouve que l'on est bien inspiré d'écouter attentivement leurs suggestions. Ils ont des idées que

nous n'avons pas ou que nous n'avons plus.\

QUESTION - Monsieur le Président, l'Afrique a raté la révolution industrielle, selon vous, comment est-ce que la francophonie peut concrètement aider ce continent à relever le défi de la révolution de l'Internet, de la révolution informatique ? Vous avez parlé des problèmes de la toile dans votre discours d'ouverture.

LE PRESIDENT - L'Afrique a raté la révolution industrielle c'est un peu vite dit. Même si c'est un peu vrai. Il y a à cela quelques raisons. La raison principale, ancienne, la racine de cette situation, est de nature démographique. C'est-à-dire que le coût terrible qu'a subi l'Afrique, avec en particulier le phénomène de la dette, l'a en quelque sorte vidée d'une partie de ses forces vives et compromis complètement son évolution démographique. Et si l'on ne comprend pas cela, si l'on ne sait pas cela, il est extrêmement difficile de porter un jugement sur la situation économique et sociale aujourd'hui en Afrique.

A partir de là, nous voyons que les choses changent. Elles changent sur le plan de la croissance. Depuis quelques années, l'Afrique, pour la première fois de son histoire, a une croissance supérieure, une croissance économique supérieure à sa croissance démographique. Cela change dans les conditions de vie. C'est-à-dire que nous voyons aujourd'hui un progrès indiscutable, même s'il est masqué par des crises ou des drames ici ou là. Nous voyons un progrès de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et donc il ne faut pas être afro-pessimiste.

Pour aider l'Afrique à poursuivre sur cette voie, il y a deux choses. La première, c'est de continuer à apporter de l'aide au développement parce que, sans aide au développement, il n'y aura pas les infrastructures économiques et sociales, les écoles, les hôpitaux, les routes, l'électricité, etc. qui sont des investissements non rentables mais nécessaires pour être la base d'un développement économique. Donc, premièrement, et la France est un champion dans la défense de cette thèse, le maintien de l'aide au développement. La France est, en valeur absolue, le deuxième pays du monde pour ce qui concerne l'aide au développement en général, et le premier pour l'Afrique.

La deuxième chose, effectivement, comme vous le soulignez, c'est de faciliter l'accès de l'Afrique aux technologies modernes de la gestion et de la communication et pour cela il faut d'une part l'aider à accéder à ces technologies, c'est ce que fait en particulier et veut développer la francophonie, et deuxièmement, et c'est encore plus important, rénover, renforcer, développer les moyens de formation et d'éducation qui font encore ici trop cruellement défaut. Et dans les décisions que nous prenons, vous aurez remarqué que nous donnons la priorité, en relation avec les grandes organisations mondiales concernées, y compris celles qui financent comme la Banque mondiale, au développement des capacités d'éducation et de formation. Et si nous avons pris le dialogue avec la jeunesse comme thème de ce sommet de Moncton, ce n'est pas par souci d'être modernes ou populaires ou un peu démagogiques, c'est parce que c'est là que réside le fond du problème, l'éducation et la formation, pour que l'Afrique puisse accéder aux technologies permettant le développement de la production, des échanges, de l'économie. A condition naturellement qu'on lui donne parallèlement les moyens d'aide publique nécessaire au développement des infrastructures sans lesquelles il n'y a pas de développement.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, merci d'avoir participé à cet entretien. Vous allez retrouver les jeunes, le Sommet des jeunes, vous allez leur lancer un message personnel, spécifique ?